

## RAPPORT ANNUEL 2018

---

L'ordre mondial tel qu'il s'est constitué depuis la Seconde guerre mondiale, puis transformé à la suite de la Guerre froide, connaît aujourd'hui à nouveau une mutation. La résurgence du nationalisme et les tendances autoritaires qui apparaissent dans toujours plus de pays, les inégalités et les divergences économiques, les différends commerciaux sont autant de thèmes clés, tout comme le retrait des Etats-Unis de ses engagements sur la scène internationale, l'ascension fulgurante de la Chine, l'interventionnisme russe, le retour de la Grande-Bretagne au « splendide isolement », et les forces centrifuges au sein de l'UE. Ces éléments, et bien d'autres encore, constituent le cadre de la politique extérieure suisse. L'année sous revue s'articulait en priorité autour des négociations menées avec l'UE depuis 2014 sur un accord-cadre institutionnel, et des débats lancés par les initiatives concernant le rapport entre droit national et droit international en général, ainsi que, plus particulièrement, par les obligations internationales en matière de libre circulation des personnes, de Schengen/Dublin et de la protection des droits de l'homme.

Pour l'Association suisse de politique étrangère SGA-ASPE, l'année a été mouvementée, et globalement productive. Elle a concentré la majorité de son attention sur les évolutions au sein de l'environnement européen et sur la relation entre la Suisse et l'Union européenne. Elle a réclamé à plusieurs reprises la conclusion des négociations avec Bruxelles pour régler les questions institutionnelles. Ces négociations ont produit depuis décembre 2018 des résultats sur lesquels la société devra prendre position dans le sillage de la consultation en cours. L'ASPE a pris connaissance avec soulagement du Non massif prononcé dans les urnes contre l'initiative pour l'autodétermination. Cette initiative avait pour but de donner la priorité au droit suisse sur les normes internationales, ce qui aurait eu un impact négatif durable sur la crédibilité de la Suisse en tant que partenaire contractuel, et aurait sérieusement hypothéqué la politique extérieure de notre pays.

L'ASPE a célébré le 15 juin son 50<sup>e</sup> anniversaire au cours d'une cérémonie publique à l'Hôtel du gouvernement de Berne. Lors de son allocution très suivie, Heinz Fischer, l'ancien président autrichien, a abordé la question « La politique européenne face au contre-courant nationaliste ? ». Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis a transmis à l'assemblée les salutations du gouvernement, tout en remerciant l'ASPE pour sa contribution continue à la formation de l'opinion sur la politique extérieure. Des félicitations étaient adressées par les représentants des pouvoirs publics de tous bords, ainsi que par la société civile engagée dans cette politique extérieure. Au cours de cette même journée, l'Assemblée générale a élu la Conseillère nationale Christa Markwalder au poste de nouvelle présidente de l'ASPE; elle prend la relève de Gret Haller nommée présidente d'honneur. Tous les anciens chefs du DFAE encore en vie font partie de la présidence d'honneur de l'ASPE.

### « AULA de politique étrangère »

Dans la logique de son cycle de conférences « Aula politique étrangère » démarré en 2015 à l'université de Berne, la SGA-ASPE a encouragé également durant l'année sous revue, dans l'optique d'une Suisse ouverte, à mener le dialogue sur des questions d'actualité de la politique extérieure suisse, sans barrière de parti, d'organisation ou de groupes spécialisés. Suite à la première Aula organisée à l'automne 2016 à Zurich (avec pour partenaire l'Europa-Institut de l'université de Zurich), d'autres conférences se sont déroulées au printemps 2018 à Lausanne (avec la Fondation Jean Monnet pour l'Europe) et à Lugano (avec le Nuovo Movimento Europeo Svizzero comme partenaire). Le Think Tank Avenir Suisse est partenaire à Berne depuis l'automne 2017.

Les thèmes principaux abordés lors des conférences Aula de l'année sous revue ont une nouvelle fois été l'intégration européenne et la relation de la Suisse avec l'UE. En avril, le secrétaire d'Etat Roberto Balzaretti a abordé les négociations avec l'UE; en mai, la présidente Gret Haller, le professeur Dusan Sidjanski et François Cherix, co-président du NOMES, ont débattu à Lausanne sur la Suisse comme modèle pour l'Europe. A Lugano, la secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a débattu de « La Libera circolazione, oltre le emozioni e le percezioni » avec des représentants des partenaires sociaux et le Conseiller national UDC Marco Chiesa. Début novembre, le parlementaire britannique Jonathan Djanogly a animé à Zurich un débat sur le Brexit.

Une interrogation d'ordre plus général a figuré au programme début mars à Berne dans le contexte de l'initiative pour l'autodétermination : « Le droit national avant le droit international – Un danger pour les droits de l'homme et l'économie ? ». Les intervenants ont été Helen Keller, professeur de droit international et magistrate à la Cour européenne des Droits de l'Homme, et Felix Ehrat, représentant de l'économie. Fin novembre, l'historien Thomas Maissen a présenté à Berne un exposé sur les « Perspectives de la guerre civile mondiale ».

Des renseignements sur toutes les conférences de Berne, Zurich et Lausanne sont disponibles sur le site Internet. L'intervention de Thomas Maissen a été publiée, légèrement remaniée, dans le NZZ am Sonntag du 20 janvier 2019.

### **Site Internet, infolettre et Facebook**

Le site Internet propose en règle générale un nouveau texte chaque semaine. De multiples aspects de la politique extérieure suisse sont traités dans des éditoriaux, des chroniques et des lectures conseillées, auxquels viennent s'ajouter les consultations et les prises de position de l'association ainsi que les rapports des conférences Aula. La plupart des textes ont été rédigés par des membres du comité directeur. Des membres ainsi que des experts externes prennent aussi la parole. La grande majorité des textes est en allemand. Il faudra porter à l'avenir davantage d'attention à l'élimination de ce déséquilibre entre les langues.

L'infolettre mensuelle contient des indications et des liens vers les textes publiés sur le site Internet. Elle permet d'attirer régulièrement une part considérable des quelque 1450 inscrits vers les articles nouvellement publiés sur le site Internet. La newsletter hebdomadaire intitulée «Espresso Diplomatique», éditée en collaboration avec foraus, est très appréciée. Elle est adressée à quelque 2 400 destinataires et communique une sélection d'actualités internationales et de politique extérieure, ainsi qu'un calendrier général des événements à venir.

Sur la page Facebook sont publiées presque quotidiennement des recommandations d'articles intéressants et pertinents en matière de politique extérieure parus dans les grands journaux de Suisse alémanique et romande, et dans divers médias internationaux. Consulter fréquemment Facebook permet de suivre de manière fiable les débats de politique extérieure menés en Suisse. La page Facebook comptait plus de 850 followers fin 2018.

### **«Fiches techniques Suisse – UE»**

Au cours de l'année sous revue est parue l'édition « Les accords de Schengen: au-delà d'une question d'armes », le onzième numéro des «Fiches techniques Suisse – UE» lancées à l'automne 2015. Cette publication explique sous une forme compacte que l'accord portant sur la révision de la loi sur les armes en mai 2019 n'est pas tant une affaire de nouvelle loi sur les armes, mais bien davantage celle de la position de la Suisse en tant que membre des accords de Schengen et de Dublin.

En complément à la série Fiches techniques, un graphique concernant les questions centrales sur les relations Suisse–UE est publié chaque mois depuis octobre. Cela permet d'actualiser en partie les graphiques parus dans les fiches techniques plus anciennes: en octobre sur la coopération internationale en matière de recherche, en novembre sur le sujet « Croissance de l'économie, diminution de l'immigration », et en décembre sur « Stromland Schweiz im Defizit » (Le déficit du marché électrique suisse). Les Fiches techniques et les graphiques ont également parus en français.

### **Finances**

Bien que les dépenses aient été maintenues 10 % plus basses que prévues dans le budget, les comptes annuels 2018 clôturent avec un déficit non négligeable. Les raisons en sont d'une part la baisse des cotisations des membres, et d'autre part des recettes de sponsoring bien plus faibles que ce qui était attendu. L'introduction de membres-soutien, mise en place avant la fin de l'année, n'a pas encore rencontré le succès espéré.

Afin que l'ASPE reste capable d'agir, il est primordial que cette perte soit compensée par un excédent au cours de la nouvelle année. Le comité appelle donc ses membres à le soutenir en recrutant des nouveaux membres, si possible en faisant usage de l'adhésion comme membre-soutien (grâce à l'exonération fiscale), et de participer à la recherche de sources de financement externes (entreprises, fondations).